

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 26/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SVLR (ISDND) VEOLIA PROPLETE

Lieu-dit Mirandes Basses RD 117
66600 Espira-de-l'Agly

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0018300043

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2023 dans l'établissement SVLR (ISDND) VEOLIA PROPLETE implanté RD 117 Les Mirandes Basses 66600 Espira-de-l'Agly. L'inspection a été annoncée le 28/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité annuelle de visite pour ce site.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Le thème retenu pour cette inspection est le risque incendie.

Le référentiel d'inspection utilisé est :

- l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/07/2012 modifié.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SVLR (ISDND) VEOLIA PROPLETE
- RD 117 Les Mirandes Basses 66600 Espira-de-l'Agly
- Code AIOT : 0018300043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Initialement la société SOVAL, filiale à 100 % du groupe VÉOLIA, a été autorisée par arrêté du 20 juin 2003 à exploiter une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) qui a été mise en service en juin 2004.

En septembre 2011 la société SOVAL a déposé une demande en vue d'obtenir l'autorisation

d'augmenter la capacité annuelle de stockage de 100.000 à 130.000 t, afin de pouvoir recevoir 30.000 t de mâchefers. Cette demande a abouti à l'arrêté d'autorisation n° 2012-191-0006 du 09/07/2012 qui annule les prescriptions antérieures et constitue l'acte administratif de référence.

En 2012 la société SOVAL est devenue Société de Valorisation du Languedoc-Roussillon (SVLR) suite à une réorganisation des régions «Veolia propreté» dans lesquelles les actifs associés aux sites exploités sont regroupés au sein de sociétés locales opératrices.

L'échéance de l'autorisation est fixée au 20/06/2027. La capacité annuelle de stockage autorisée est de 130.000 t/an. La capacité totale du site est estimée à 2,7 Mm³ soit 2,5 Mt. La superficie de l'installation est de 15,6 ha dont 9,75 ha seront exploités.

Cette installation de stockage de déchets est située dans une ancienne carrière et les alvéoles viennent s'appuyer, au sud, sur les anciens fronts d'une hauteur totale de l'ordre de 60m. L'installation est divisée en 5 casiers (A à E).

Les déchets qui peuvent être admis dans ce centre sont principalement des déchets secs non recyclables issus de centres de tri et déchetteries, les refus du tri des encombrants, les déchets industriels et commerciaux banals non valorisables, non fermentescibles et peu évolutifs, les déchets minéraux de démolition, les mâchefers ; il s'agit de déchets qualifiés de non dangereux.

Cette ISDND est classée sous les rubriques :

- 2760-2 : Installation de stockage de déchets non dangereux : capacité 130.000 t/an
- 3540 : Installation de stockage de déchets, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes.

L'arrêté d'autorisation de 2012 a été modifié par les arrêtés complémentaires suivants :

- l'APC du 06/12/2013 a supprimé la limite de 30.000 t/an pour le stockage de mâchefers sans modification de la capacité totale de 130.000 t/an ;
- En décembre 2014, la société SVLR a demandé une modification de son arrêté préfectoral afin d'ouvrir la possibilité de réceptionner un tonnage de déchets supérieur au seuil autorisé à la suite d'un événement exceptionnel. Cette demande a abouti à l'APC n° 2015092-0007 du 02/04/2015 qui permet des dérogations préfectorales pour accepter temporairement des tonnages supérieurs au seuil autorisé et des types de déchets non prévus par l'arrêté d'autorisation ;
- En février 2015, la société SVLR a demandé une modification de son arrêté préfectoral concernant les prescriptions sur les émissions de biogaz. En effet, malgré une faible production de biogaz, SVLR a mis en place un réseau de récupération et des équipements de valorisation (afin de bénéficier de la réduction de la TGAP). Cette demande a abouti à l'APC n° 2015183-0001 du 02/07/2015 qui distingue le cas d'un traitement par torchère ou chaudière ou moteur ;
- l'APC n° 2018 158-0003 du 07/06/2018 afin de réglementer le puits de relevage des lixiviats ;
- l'APC n° 2019.178-0001 du 27/06/2019 afin de modifier certaines prescriptions non adaptées ;
- l'APC n° 2020.160-0001 du 08/06/2020 afin de prendre en compte d'autres modifications (modification de la géométrie du casier E2, mise à jour des garanties financières, suppression de la mention du bassin centre, modification de l'aire d'entretien des engins, confirmation de l'équivalence de l'étanchéité pour l'aménagement de 2 risbermes sur le casier E2).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délai
1	Propagation d'un incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33-III	30 jours
7	Entretien du matériel incendie	Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 7.6	30 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Réserve incendie principale	Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 7.6
3	Pomperie incendie	Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 7.6
4	Réserves incendie secondaires	Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 7.6

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	Autre moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 7.6
6	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 7.6
8	Envols de déchets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33-II
9	Voiries	Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 2.4.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que l'organisation du site permet la maîtrise des départs de feux qui sont régulièrement constatés sur le site. Les moyens de lutte contre un incendie apparaissent proportionnés aux enjeux et le personnel formé à l'utilisation du matériel.

Concernant le résultat de la visite, 2 faits susceptibles de suites ont été formulées. Ces faits, sont récapitulés dans les fiches de constats figurant au rapport.

Ces faits susceptibles de suites conduisent l'inspection à proposer d'accorder à l'exploitant un délai de 30 jours pour apporter la démonstration de sa conformité aux prescriptions.

Au terme de ce délai, et à défaut d'éléments probants, l'inspection proposera de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de se mettre en conformité et transmettra le projet d'arrêté préfectoral correspondant.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Propagation d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33-III
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout brûlage de déchets à l'air libre est strictement interdit. Les abords du site sont débroussaillés de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur le stockage. L'exploitant établit une procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation et organise des formations de sensibilisation au risque incendie pour le personnel du site, sans préjudice des dispositions applicables aux travailleurs qui relèvent du code du travail.
Constats : L'exploitant confirme qu'aucun brûlage à l'air libre n'est réalisé et la problématique du risque incendie est prégnante sur le site d'Espira-de-l'Agly. <u>Débroussaillage :</u> L'ISDND est entouré : <ul style="list-style-type: none">• au nord-ouest, à l'ouest et au sud-ouest par la carrière Lafarge ;• au sud-est par des vignes ;• à l'est par une parcelle en friche ;• au nord-est par une petite pinède et le talus du coteau comprenant une végétation de garrigue ;• au nord par la voie ferrée du train rouge et derrière par le bassin incendie, le bâtiment administratif et le bassin lixiviat. Les zones sensibles à la diffusion d'un incendie se situent principalement à l'est du site. L'exploitant confirme que des opérations de débroussaillage sont réalisées par le personnel SVLR en tant que de besoin, en général avec périodicité annuelle. Aucun document, procédure, consigne ne précise les modalités de réalisation de ces opérations qui ne sont pas non plus reportées sur un registre. Au cours de la visite de terrain l'inspection note que le débroussaillage apparaît insuffisant notamment au niveau de la pinède et du coteau comprenant une végétation de garrigue. <u>Organisation :</u> L'exploitant présente les procédures relatives au risque d'incendie qui prennent la forme de fiches réflexe « situation d'urgence », à savoir : <ul style="list-style-type: none">• situation d'urgence événement grave ;• alerte départ de feu en dehors des heures ouvrées ;• feu dans l'alvéole ;• feu sur engin ;• accueil secours. L'exploitant précise que : <ul style="list-style-type: none">• 2 exercices sont organisés annuellement par un prestataire extérieur (FormaFrance) ;• des exercices en situation d'urgence sont organisés régulièrement en interne ;• Ces exercices sont tracés dans le rapport d'activité annuel. L'exploitant présente le rapport d'activité 2022 qui relate la réalisation de 6 tests en situation d'urgence sur 2022 et présente la feuille de présence du dernier exercice FormaFrance. Cette organisation n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.

<p><u>Écart à corriger :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les modalités de réalisation des opérations de débroussaillage doivent être précisées. ➤ Les opérations doivent être tracées (date et zone concernée) ➤ le débroussaillage du site doit être complété notamment au niveau de la pinède (avec élagage des branches basses) et du coteau. <p>L'exploitant indique que cette opération va être engagée sans délai et doit pouvoir être finalisée sous un mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Réserve incendie principale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une réserve d'eau au minimum de 900 m³ située à proximité de l'entrée du site ; <p>[...]</p> <p>La réserve d'eau doit être aménagée de façon à :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) permettre la mise en station des engins-pompes ; b) limiter la hauteur d'aspiration à 6m, dans le cas le plus défavorable ; c) veiller à ce que le volume d'eau contenu dans la réserve soit constant en toute saison et que le bassin ne soit pas encombré par des végétaux où de la boue qui empêcherait le fonction du dispositif de pompage ; d) la protéger sur la périphérie, au moyen d'une clôture, munie d'un portillon d'accès, afin d'éviter les chutes fortuites ; e) la positionner à moins de 150m du centre de stockage et la signaler au moyen d'une pancarte toujours visible. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente l'abaque du bassin nord qui sert à la fois de réserve incendie (constituée par un surcreusement sur la moitié du bassin) et de rétention des eaux pluviales.</p> <p>L'abaque permet de confirmer que le volume du bassin incendie est de 908 m³ et que la hauteur entre le point bas du bassin et la zone de stationnement des engins est inférieure à 6 m.</p> <p>Lors de la visite de terrain l'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le bassin est situé à l'entrée du site ; • les engins peuvent être mis en station au niveau du point de raccord pompier situé le long de la voie d'accès au site ; • le bassin n'est pas encombré de végétaux (bassin curé en début d'année) ; • le bassin est plein ; • le bassin est entouré d'une clôture et l'accès fermé par un portail cadenassé ; • un signallement est apposé sur le portail d'entrée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Pomperie incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...] <ul style="list-style-type: none">• une pomperie incendie alimentée à partir du bassin incendie de capacité 900 m³, capable de fournir un débit total de 60 m³/h, connectée au minimum à une prise d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours ;
Constats : La pompe de refoulement incendie est positionné sur un radeau flottant dans le bassin incendie. L'exploitant présente le dernier rapport de vérification du débit au point de refoulement par l'entreprise DESAUTEL Protection incendie (intervention du 11/04/2023) qui confirme un débit de 67 m ³ /h sous une pression statique de 2,5 b et la conformité de la prise d'eau. L'inspection constate lors de la visite de terrain que la prise d'eau est munie d'un raccord normalisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Réserves incendie secondaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...] <ul style="list-style-type: none">• quatre citernes judicieusement disposées autour du casier en exploitation, totalisant un minimum de 120 m³, équipées de pompes délivrant un minimum de 10 m³/h à 4 bars et de raccords pompiers normalisés ; [...]
Constats : Au cours de la visite de terrain l'inspection a constaté la présence de : <ul style="list-style-type: none">• 1 cuve d'eau de 46 m³ à l'angle sud-ouest du casier A ;• 2 bâches souples de 180 m³ sur le casier A ;• 2 cuves de 23 m³ positionnées au sommet du casier B / C. Le volume d'eau disponible est ainsi de 452 m ³ . Les canons et prises d'eau associés sont alimentées par un surpresseur. Au cours de la visite l'inspection a procédé par sondage à des vérifications du fonctionnement de ce matériel. L'exploitant précise que ce matériel est testé mais ne fait pas l'objet de vérification par un organisme (cf point de contrôle n°7).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autre moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...] <ul style="list-style-type: none">• un véhicule d'intervention rapide incendie disposant de sa propre réserve, d'une pompe et d'une lance incendie ;• un système d'aspersion couvrant la ZTGV, raccordé aux citernes du site et pouvant être rapidement déclenché par un opérateur en cas de départ de feu ;• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement ;• des réserves de matériaux meuble et sec (terres, sables) convenablement réparties, en quantité adaptée au risque ;• de moyen de télécommunication efficaces avec l'extérieur notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services de secours et de lutte contre un incendie. [...]
Constats : Au cours de la visite l'inspection a constaté la présence : <ul style="list-style-type: none">• du véhicule d'intervention : il s'agit d'un tombereau spécialement aménagé ; benne transformée en citerne d'eau permettant d'alimenter à l'aide de pompes 2 canons incendie positionnés à l'avant et un RIA. Ce véhicule permet de se déplacer sur les alvéoles et d'aller au plus près d'un incendie ;• de 3 canons fixes disposés sur 3 cotés de la zone très grand vent, alimenté par les citernes fixes ;• d'une réserve significative de matériaux meubles (la présence de la carrière Lafarge limitrophe au site permet un approvisionnement aisé en granulats). L'exploitant présente les rapports d'intervention de la société DESAUTEL protection incendie portant sur la vérification de 41 extincteurs. Les moyens de télécommunication sont réalisés par talkie-walkie en interne et par téléphone pour l'appel des secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel d'exploitation doit être initié et entraîné à l'utilisation des matériels d'intervention.
Constats : L'exploitant présente la feuille de présence de la dernière formation à l'utilisation des extincteurs réalisée le 18/11/2022 par la société Chubb. L'exploitant précise que le personnel est initié et entraîné à l'utilisation des matériels incendie : <ul style="list-style-type: none">• lors des exercices annuels dont 2 avec un prestataire externe (cf point de contrôle n°1) ;• mais aussi suite à des départs d'incendie réels. L'exploitant confirme que des départs de feux sont régulièrement détectés sur le site. Ces événements sont tracés dans le rapport annuel d'activité. Le rapport annuel 2022 fait état de 3 départs de feu. Le rapport annuel présente des graphiques montrant l'évolution des incendies sur le site pour les 10 dernières années : 85 départs de feux sur 10 ans soit une moyenne de 8,5 par an. L'exploitant confirme que ces départs sont maîtrisés par le personnel ; sur les 85 départs, 1 seul a nécessité l'intervention du SDIS. L'exploitant précise que l'alvéole en exploitation est couverte par 3 détecteurs thermiques et qu'en dehors des heures ouvrées le site est gardienné. En dehors des heures ouvrées le signal d'une détection thermique est renvoyé à une entreprise de télésurveillance qui réalise une levée de doute par caméra + appel du gardien qui réalise une levée de doute sur le site. Si le départ de feu est confirmé le gardien appelle l'astreinte. Les statistiques figurant sur le rapport d'activité permet de constater que les 2/3 des départs de feux ont lieu en dehors des heures ouvrées, que l'organisation permet la maîtrise de ces départs de feux, que les 2/3 des départs ont une cause inconnue.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Entretien du matériel incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser un an, ainsi qu'après chaque utilisation.</p> <p>Constats : Cf points de contrôle précédent concernant la vérification de la pompe principale incendie et des extincteurs. L'exploitant présente également un compte rendu d'un « Rendez-vous Qualité Sécurité Environnement Énergie » concernant les tuyaux incendie. L'exploitant précise que les tuyaux et les équipements liés aux réserves secondaires (canons, surpresseurs) ne font pas l'objet d'un contrôle périodique formalisé ; ils sont testés lors des utilisations (exercices, départs de feux).</p> <p><u>Écart à corriger :</u> L'ensemble des accessoires nécessaire à la lutte contre un incendie doit faire l'objet d'un contrôle / vérification par une personne compétente ou entreprise extérieure, suivant une périodicité fixée et sur la base d'un référentiel réglementaire reconnu.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Envois de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33-II
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : II. Le mode de stockage permet de limiter les envois de déchets et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes. Si nécessaire, l'exploitant met en place un système, adapté à la configuration du site, qui permet de limiter les envois et de capter les éléments légers néanmoins envolés. Il procède régulièrement au nettoyage des abords de l'installation. L'exploitant dispose en permanence d'une réserve de matériaux de recouvrement au moins égale à la quantité utilisée pour 15 jours d'exploitation. L'arrêté préfectoral d'autorisation précise les modalités de mise en place des déchets, la fréquence et le mode de leur recouvrement et la quantité minimale de matériaux de recouvrement qui doit être présente sur le site. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le bilan matière des matériaux de recouvrement.</p> <p>Afin d'empêcher tout envol de déchets ou de limiter les odeurs, les déchets biodégradables stockés dans un casier sont recouverts par des matériaux ou des déchets non dangereux ou inertes ne présentant pas de risque d'envol et d'odeurs. Le compost non conforme aux normes en vigueur, les mâchefers ou les déchets de sédiments non dangereux peuvent être notamment utilisés.</p> <p>Article 2.5.7 AP 09/07/2012 : Mise en place des déchets Les déchets sont disposés de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets et des structures associées et en particulier à éviter les glissements, et recouverts au fur et à mesure de</p>

<p>l'avancement pour prévenir les envols.</p> <p>La mise en place des déchets dans l'alvéole en fonctionnement doit s'effectuer selon les dispositions ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une digue d'une hauteur de 5 mètres, sera aménagée en périphérie de la zone en exploitation. • Les déchets seront déposés en couches successives et compactées sur site. • Ils seront recouverts périodiquement pour limiter les nuisances et au minimum en fin de semaine. En cas de besoin, et notamment pendant les périodes venteuses, la couverture sera journalière. • La quantité minimale de matériaux de recouvrement toujours disponible doit être au moins égale à celle utilisée pour quinze jours d'exploitation, soit au minimum 1000 m³. • Si malgré ces dispositions, la présence d'oiseaux détritvires est constatée, des mesures complémentaires, seront prises, dont le choix sera soumis à l'accord préalable de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite l'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'alvéole en exploitation (E2) de surface en pied 7500 m² est exploitée par bandes (d'environ 500 m² d'après l'exploitant) ; • les zones qui ne sont pas en exploitation sont recouvertes de mâchefers ; • les déchets sont déchargés et immédiatement après déchargement un compacteur réparti et compacte les déchets ; • il y a 2 compacteurs sur le site, le second étant en secours en cas de panne de premier ; • à proximité de l'alvéole sont disposés des stocks de mâchefer et un stock de granulat d'un volume supérieur à 1000 m³. L'exploitant précise qu'environ 24000 t de mâchefers de Nîmes et 3500 t de mâchefers de Calce sont réceptionnés annuellement, ce qui permet un recouvrement quotidien des déchets, le stock de granulats est en secours ; • sous la Tramontane, au sud et sud-est de l'alvéole, sont positionnés des grillages et filets retenus par des IPN de 10 m de hauteur, qui permettent de collecter les principaux envols de déchets ; • 2 personnes sont chargées de récupérer les déchets qui n'ont pas été arrêtés par les filets. L'exploitant indique que 2 intérimaires sont quasi en permanence sur site pour ramasser ces envols de déchets ; • en cas de forte tramontane les déchets sont déchargés dans la « zone très grand vent », protégée, qui permet de contenir les envols de déchets. <p>Lors de la visite il n'y avait pas de vent (faible marin). L'inspection n'a pas constaté d'envol les alentours du site étaient relativement propres.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Voiries

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 2.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Circulation à l'intérieur de l'ISDND</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les voiries doivent disposer d'un revêtement durable, et leur propreté doit être assurée.</p> <p>Les bâtiments et dépôts sont aisément accessibles par les services d'incendie et de secours. Les accès, voies internes et aires de circulation sont aménagés, entretenus, réglementés, pour permettre aux engins des services d'incendie et de secours d'évoluer sans difficulté en toute circonstance.</p> <p>L'emprunt, l'aménagement et l'entretien des chemins départementaux et vicinaux régulièrement</p>

utilisés par les transports de produits, se fait en accord avec les instances administratives départementales et locales concernées.

Les accès, voies internes et aires de circulation sont maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages...) susceptible de gêner la circulation.

Les véhicules circulant dans l'établissement ou en sortant ne doivent pas entraîner d'envols ou de dépôt de déchets, de poussières ou de boues sur les voies de circulation.

Les endroits susceptibles de produire des poussières notamment en période sèche seront arrosés en tant que de besoin. Le débit de l'eau d'arrosage devra être réglé afin que les eaux puissent s'infiltrer naturellement dans le sol sans constituer un rejet.

Les pistes principales d'accès aux casiers en exploitation devront être revêtues d'un enrobé ou équipées d'un système d'arrosage automatique, pour éviter le dégagement de poussière.

Constats :

Au cours de la visite l'inspection a constaté que :

- l'ensemble des pistes d'accès à l'alvéole en exploitation (E2) est revêtu avec un enrobé ;
- les pistes sont propres ;
- l'enrobé est détérioré par endroit mais une entreprise était sur site, chargée de faire un devis pour la réparation de l'enrobé ;
- les pistes sont suffisamment dimensionnées pour permettre la circulation des semis remorques chargés des déchets et donc la circulation des engins des services de secours ;
- l'exploitation du site ne nécessite pas l'emprunt de chemins, la voie d'accès à l'ISDND débouche directement sur la RD 117

L'exploitant confirme que suite aux arrêtés « sécheresse » et au classement du département en alerte, l'arrosage des pistes et déchets et l'arrosage des plantations ont été arrêtés.

Le revêtement permet de limiter les envols de poussières.

L'exploitant précise à ce sujet que les besoins en eau du site en situation normale concernent :

- la défense incendie ;
- l'arrosage des pistes et déchets pour limiter les envols de poussières ;
- l'arrosage des plantations réalisées dans le cadre de la remise en état du site, pour permettre le bon enracinement.

L'eau provient des eaux pluviales récupérés dans les bassins et dans une moindre mesure de l'eau captée par le réseau de drainage sous casier.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet